

COHEN, Samy (dir.). *L'opinion, l'humanitaire et la guerre, une perspective comparative*. Paris, Fondation pour les Études de Défense, Coll. Perspectives stratégiques, 1996, 111p.

Bernard Labatut

Volume 29, numéro 2, 1998

L'économie du XXI<sup>e</sup> siècle de François Perroux à la mondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703889ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703889ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labatut, B. (1998). Compte rendu de [COHEN, Samy (dir.). *L'opinion, l'humanitaire et la guerre, une perspective comparative*. Paris, Fondation pour les Études de Défense, Coll. Perspectives stratégiques, 1996, 111p.] *Études internationales*, 29(2), 486–488. <https://doi.org/10.7202/703889ar>

tes les cultures du monde et, par conséquent, tous les sens donnés à la nature ne sont pas pris en compte. Les quelques allusions aux minorités, où l'on confond Indiens du Far-West et *gender* des côtes WASP, au-demeurant typiquement américaines avec leur dose de politiquement correct, ne sauraient remplacer des références précises aux civilisations arabo-musulmane, asiatique ou africaine. De la même façon, les versions asiatiques du marxisme sont négligées. Une approche synthétique reste probablement à réaliser.

Sur le fond, la relation marxisme-écologisme est condamnée à faire le grand écart. Car, quoi qu'essaient d'en dire certaines contributions, le marxisme reste fondamentalement anthropocentrique et l'écologisme essentiellement biocentrique. Et la tentative de postuler un « écocentrisme » pour créer une synthèse entre les deux alternatives tombe à plat. Si l'écologisme lâche les amarres du biocentrisme, il deviendra de moins en moins écologiste et de plus en plus... marxiste? social-démocrate? néo-libéral? autre chose, la mythique troisième voie? C'est l'examen sociologique et politologique des mouvements verts eux-mêmes qui permettra de répondre à ces questions.

On l'aura compris, ce livre soulève autant d'interrogations qu'il n'apporte de réponses. Ce n'est pas le moindre de ses mérites. Il n'élimine pas les contradictions (certains auteurs soutiennent que le marxisme n'incorpore pas les forces de la nature, définies comme potentiel de production, dans sa théorie du travail social; d'autres affirment le contraire). Reste posé le problème de la traduction po-

litique et sociologique de la « verdisation du marxisme » : quels partis? quelle organisation? quel accès au pouvoir? quelles couches sociales? Quel avenir, en fait?

Philippe PELLETIER

*Maître de conférences en géographie  
Université Lumière, Lyon II, France*

### **L'opinion, l'humanitaire et la guerre, une perspective comparative.**

COHEN, Samy (dir.). Paris, Fondation pour les Études de Défense, Coll. *Perspectives stratégiques*, 1996, 111 p.

Les années 80 auront été marquées par le « renouveau » de l'ONU. Le délitement de l'Union soviétique, les réajustements de sa politique extérieure en vue de régler les conflits périphériques ont créé des conditions favorables à l'action des Nations Unies. Son secrétaire général de l'époque, M. Perez de Cuellar, sut profiter de ces circonstances favorables pour réhabiliter son rôle, ce qui lui valut le prix Nobel au nom des casques bleus. De même, en 1990, le Président des États-Unis, M. George Bush, n'hésitait pas à saluer le nouvel ordre international qui se mettait en place et dans lequel l'ONU jouerait pleinement le rôle qui lui avait été dévolu par la Charte de San Francisco en 1945 en matière de sécurité collective, et qui avait été « gelé » par l'affrontement entre les deux superpuissances.

Depuis 1988, on a assisté à une relance considérable des missions de maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies qui traduit l'enthousiasme qu'ont suscité ces opérations nullement inscrites dans la Charte.

Depuis deux ans, on constate une très sensible décline qui traduit aussi les désillusions qu'ont pu apporter ces interventions qui se sont considérablement diversifiées et ont trop souvent montré leurs limites (Yougoslavie, Cambodge, Somalie par exemple).

On remarque toutefois que ces opérations ont entraîné une considérable revalorisation de la fonction militaire réhabilitée par les missions altruistes conduites au nom du respect de la légalité internationale, de la protection des populations et de l'aide sanitaire.

La question se pose de savoir si au-delà de l'engouement de circonstance, les opinions publiques, qui de manière générale ont soutenu ces interventions au cours des dernières années, sont susceptibles d'adhérer de manière durable à ce type d'engagement. La question n'est pas sans intérêt tant on sait que dans les démocraties les gouvernements sont sensibles au poids de leurs opinions publiques et que celles-ci, selon une opinion communément admise, ne paraissent pas disposées à « payer le prix du sang ».

Cet ouvrage collectif se propose de répondre à cette question en étudiant les opinions publiques de quatre pays occidentaux : France, États-Unis, Grande-Bretagne et Allemagne, selon le classement par chapitres retenu par les auteurs.

Ceux-ci constatent qu'il y a une sensibilité aux questions de sécurité internationale qui vient démentir l'idée communément admise jusqu'à une date récente du relatif désintérêt des opinions publiques pour les questions de politique internationale. Mais cet

intérêt ne se traduit pas par une volonté d'engagement sur des théâtres lointains sur lesquels les enjeux ne paraissent pas directement liés aux intérêts nationaux. Il y a donc à la fois une adhésion de principe des opinions publiques aux opérations conduites au nom de la défense de valeurs altruistes telles que le respect de la légalité internationale ou l'aide humanitaire. Ce sont donc ces motivations qui permettent d'obtenir l'adhésion. Mais, plus le degré de militarisation de l'opération augmente et plus les opinions publiques se montrent réticentes à l'intervention qui n'est plus légitimée par la défense des intérêts nationaux.

Il y a là une équation simple que devraient ne pas perdre de vue les gouvernants qui savent ne pas pouvoir conduire ce type d'opérations sans le soutien de leurs opinions publiques.

Le deuxième grand thème traité par les auteurs concerne la question de savoir si l'on peut parler aujourd'hui d'une « opinion publique occidentale » sur l'humanitaire et l'intervention militaire. Les auteurs nous montrent que non et que l'opinion publique dans chaque pays est déterminée par les caractéristiques nationales, l'histoire, la place du pays dans le monde, sa situation politique interne notamment. Ce constat-là non plus n'est pas sans intérêt puisqu'il conduit à s'interroger sur la marge d'autonomie dont dispose l'État par rapport aux défis de son environnement extérieur. Ces limitations et contraintes pourraient être atténuées par l'influence d'idées « universalistes ». Or, les auteurs soulignent que l'on constate aujourd'hui une considéra-

ble atténuation de l'enthousiasme pour l'idée humanitaire qui peut s'expliquer par la crise de confiance que subit l'appareil onusien alors que l'ONU continue à être perçue comme étant le cadre idéal dans lequel devront s'effectuer à l'avenir les interventions militaires.

Cet ouvrage fournit une réflexion stimulante sur un aspect important de la politique internationale des années 90.

Bernard LABATUT

*Centre d'Études et de Recherches sur l'Armée  
(CERSA)  
Institut d'Études Politiques, Toulouse*

### **Internationalization and Domestic Politics.**

*KEOHANE, Robert O. et Helen V. MILNER  
(dir.). Cambridge, MA, Cambridge  
University Press, 1996, x-308p.*

Au moment où le président américain se voit refuser par le Congrès le droit de négocier des ententes économiques internationales selon le mécanisme de la « voie rapide » (Fast-Track Authority), ce livre arrive à point. Ce recueil collectif illumine aussi d'autres événements récents : la crise financière asiatique qui ébranle les marchés mondiaux, la signature d'un accord multilatéral concernant la libéralisation des marchés financiers internationaux, et la décision de l'Union européenne de tendre les bras vers un bon nombre de pays de l'Europe de l'Est. Tous ces événements mettent en relief l'impact de l'internationalisation des marchés économiques sur la politique interne des États. C'est là le thème principal du volume édité par Keohane et Milner.

La principale thèse poursuivie par les auteurs stipule qu'il n'est plus possible de comprendre les événements politiques qui se déroulent au sein des États, sans une compréhension de la nature des liens entre les économies nationales et l'économie mondiale. Cet ouvrage accentue donc les effets de l'internationalisation des marchés nationaux sur la politique interne des États. L'internationalisation des marchés fait référence à la réduction exogène des coûts internationaux de transactions. Pour leur part, les coûts internationaux de transaction sont calculés empiriquement selon la croissance de la proportion des flux économiques internationaux en comparaison des flux internes. Les auteurs font ainsi l'étude des effets de cette réduction des coûts de transactions sur les préférences politiques des agents socio-économiques et politiques au sein de divers pays. Selon eux, c'est à travers l'examen des changements de préférences politiques de ces agents que l'on peut mieux comprendre l'impact de l'internationalisation des marchés économiques nationaux sur les décisions politiques au sein des institutions nationales.

À la suite de l'introduction de l'ouvrage par Keohane et Milner, les deux chapitres suivants offrent un regard théorique sur les principaux thèmes du volume. Jeffrey Frieden et Ronald Rogowski soutiennent que l'internationalisation affecte, d'une façon prévisible, les préférences politiques des acteurs au sein des États. Ceux-ci prennent position selon leurs intérêts économiques. Puisque la réduction croissante des coûts internationaux de transactions affectent le nombre de secteurs d'une économie